



Flambée des prix, salaires gelés et retour des grèves :

ET SI L'ÉTÉ ANNONÇAIT LE RÉCHAUFFEMENT DU CLIMAT SOCIAL ?

La grève aux Aéroports de Paris en ce début juillet donne le ton. Plusieurs corps de métiers, avec les pompiers en première ligne, réclament 300 euros pour tous, une revendication de bon sens pour chaque travailleur du public et du privé tant la vie chère fait fondre le pouvoir d'achat. Et loin du corporatisme, puisqu'à la fin de la semaine, le patronat ayant proposé 250 euros aux seuls pompiers pour éteindre le conflit, ceux-ci ont refusé d'être achetés. Les 300 c'est pour tout le monde !

Cette grève montre que les travailleuses et travailleurs sont de plus en plus nombreux dans bien des coins du pays à lutter par la grève contre les fins de mois impossibles. Et si ça commençait à sentir le Roissy pour Macron, le petit laquais du patronat ?

De nombreux conflits illustrent une colère croissante

Les fins de mois qui commencent de plus en plus tôt, et les conditions de travail dégradées, ont poussé bien des secteurs dans la lutte. Dans des petites boîtes ou des grandes branches, publiques ou privées, des salariés ne se laissent plus faire. Des routiers, les vendeuses des parfumeries Marionnaud, des électriciens et gaziers, les cadres de Capgemini, les ouvriers du groupe aéronautique Safran, les préparateurs de commande de Chronodrive, les cheminots, les aides-soignantes des maisons de retraite, mais aussi les pompistes de TotalEnergies, les techniciens de banque de Cetelem et bien d'autres... : toute une liste aux airs de colère croissante.

Rien d'étonnant avec un Smic à 1300 euros, un seuil de pauvreté à 1100. Et derrière les prix qui flambent, les salaires gelés, les discussions sur les conditions de travail dans tous les secteurs vont bon train. Là aussi rien de surprenant : la dureté des méthodes d'encadrement dignes du 19^e siècle, brisent nos vies et nos corps, au point d'avoir envie de changer de boulot... ou de faire grève !

Une colère qui n'est pas encore coordonnée

La situation est insupportable, chacun en convient. Les vacances, pour ceux qui peuvent en avoir, seront sous le signe de l'austérité, où on ne fait que des soustractions et jamais d'additions dans nos dépenses. Même les Chèques-Déjeuner, qui malgré leurs limites nous dépannaient bien, ne serviront plus les soirs et les week-ends.

Alors ces grèves sur les salaires et les conditions de travail sont une nécessité, une urgence. Cela fait des années qu'on assiste à la casse des services publics, dans la santé, les services sociaux, les transports, et le gel des embauches un peu partout. Or désormais, vu que les patrons se plaignent d'un « manque de main-d'œuvre » (pas étonnant, vu les salaires proposés !), cela crée un rapport de force favorable, dont les travailleurs profitent à juste titre.

Les mobilisations partent aussi dans des entreprises dont certaines n'avaient jamais connu de grèves. Les équipes syndicales locales sont souvent impliquées, mais à ce jour les confédérations se gardent bien de coordonner ces grèves à l'échelle nationale. Les grévistes devront s'en charger eux-mêmes.

Sans attendre la rentrée, préparons-nous à imposer nos mesures d'urgence, sans rien attendre du gouvernement Borne 2 et des pitreries parlementaires.

Pour être à la hauteur de la situation il va falloir que nos colères s'expriment et se généralisent, mais aussi organiser et coordonner nos luttes à la base, pour imposer :

- l'augmentation uniforme de tous les salaires, des minima sociaux et des pensions d'au moins 400 euros ;
- pas de revenus inférieurs à 1 800 euros ;
- des embauches dans tous les secteurs à la hauteur des besoins ;
- l'augmentation des salaires, allocations et pensions au même rythme que l'inflation.

Préparons-nous à un mouvement général jusqu'à ce que les patrons cèdent !

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler !

Une hausse négative

Après quatre mois d'annonces et de promesses électorales, le gouvernement a lâché le montant pour la hausse des fonctionnaires : 3,5 %.

La presse parle d'un « dégel », mais avec une inflation à 5,8 % sur un an en juin, nous sommes toujours largement dans le rouge.

Pour rattraper dix ans de gel et des prix qui galopent, il nous faudrait au moins 400 euros nets par mois.

Le sabre au fourreau

Le projet de réorganisation des centres financiers qui devait entrer en application en juillet ne sera pas pour tout de suite. Les syndicats CGT et Sud ont demandé une expertise au CHSCT. La « territorialisation » prévue par la direction vise à sabrer dans les effectifs en regroupant les activités en « territoires ». Elle est repousser et c'est tant mieux !

Pour que le projet soit définitivement enterré, ça sera à nous tous de l'imposer.

Pas du tout convaincante

Une lettre de la directrice de la DEX remercie les facteurs pour le travail accompli dans des conditions « parfois délicates » lors des deux campagnes électorales.

En tout cas, La Poste n'a rien de délicat de nous faire trimer tout en gardant le pognon. Ce ne sont pas de mielleux remerciements qui vont remplir notre porte-monnaie. La direction a perdu l'occasion de se taire.

Bilan d'exploitation

Fin 2021, les effectifs à La Poste (hors filiales) sont tombés à 176 900, soit 12 800 salariés de moins qu'un an avant ! Selon le bilan social, il n'y a que les cadres supérieurs dont le nombre augmente... C'est sûr qu'ils sont très occupés à préparer des réorganisations en permanence pour nous faire courir de plus en plus vite sur les tournées.

Il n'y a pas de magie : moins nous sommes nombreux, plus les bénéfices augmentent.

Pour la défense de l'IVG : des milliers de personnes dans les rues

De nombreuses manifestations ont eu lieu samedi 2 juillet à Paris, Bordeaux, Lyon, Strasbourg, Marseille et dans bien d'autres villes, après l'annulation par la Cour suprême des États-Unis du droit à l'avortement au niveau fédéral.

Nombreux sont celles et ceux qui craignent désormais un effet « boule de neige » et que cette mesure s'étende peu à peu à d'autres pays. À Paris, une

pancarte rappelait que 130 centres IVG ont fermé en France en 15 ans.

Des mobilisations qui en appellent d'autres, car un peu partout la droite la plus réactionnaire rêve d'abolir ce droit fondamental des femmes.

Un accord sur le dos des réfugiés politiques

Lors du dernier sommet de l'Otan à Madrid, la Turquie a levé son veto à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Alliance atlantique. En échange ces deux pays nordiques ont accepté d'extrader vers la Turquie les exilés politiques turcs, mais surtout kurdes (plus de 100 000 en Suède) réfugiés chez eux. Pour beaucoup être remis aux autorités d'Ankara risque de signer leur arrêt de mort. Et tout ça au nom de « la défense du monde libre ». Curieuse conception de la liberté.

Les travailleurs de British Telecom votent la grève

Après les cheminots et les salariés de British Airways, c'est au tour de ceux de British Telecom (BT) de s'être prononcés pour la grève dans un vote organisé par le syndicat CWU.

Implanté dans 180 pays, le groupe BT est une multinationale des communications qui emploie plusieurs dizaines de milliers de salariés au Royaume-Uni. Ces derniers ont rejeté une offre d'augmentation salariale de 1 500 livres (1 782 euros) par an proposée unilatéralement par la direction. Ils estiment que, compte tenu de l'inflation, particulièrement élevée en Grande-Bretagne, cela représente une perte nette de salaire sur l'année.

La grève a été votée à 91,5 % chez BT et à 95,8 % chez sa filiale Openreach.

Manifestations contre le massacre de Melilla

Des dizaines de manifestations ont eu lieu en Espagne pour protester contre le massacre d'au moins 37 migrants qui tentaient de passer du Maroc à l'enclave espagnole de Melilla.

Les forces de sécurité marocaines, en coopération avec la police nationale espagnole et la garde civile, ont battu à mort ces migrants qui avaient forcé la barrière d'une dizaine de mètres de haut entourant l'enclave.

Appelées par les organisations anti-racistes et d'aide aux migrants, les manifestations revendiquaient notamment le droit de libre entrée pour tous au sein de l'Union européenne. Les populations qui fuient la misère et les guerres que provoquent chez eux le capitalisme se retrouvent confrontées à la politique criminelle mise en place par l'Europe et ses alliés pour les contenir. C'est inacceptable !

www.convergencesrevolutionnaires.org



@npaetincelle

@convergencesrevolutionnaires

